



Rénovation de la Cité Administrative d'Avignon NON à la Restructuration de la DDFiP de Vaucluse !

Cette année, 35 projets de rénovations de cités administratives sont proposés en France. Ils reposent sur une densification des bureaux en personnel et une réduction de la consommation énergétique des bâtiments. La cité administrative d'Avignon a été retenue pour participer à ce programme, dénommé P348.

Au printemps dernier, certains d'entre nous ont participé à des ateliers pour prendre en compte leurs idées sur la réorganisation de nos locaux à la Cité. Toutefois, nombres de leurs propositions ne pourront pas être mises en oeuvre du fait de leur coût. En effet, l'enveloppe proposée pour la Cité d'Avignon est d'environ 11 millions d'euros et il en faudrait bien plus pour réaliser ce projet.

Ce programme, en Vaucluse, se voulait initialement ambitieux en matière d'empreinte énergétique de la cité. Les économies d'énergie prévues dans le projet étaient de deux types :

- 1) des gains sur la facture énergétique suite aux travaux améliorant la performance énergétique ;
- 2) des gains issus de la suppression de factures énergétiques, au titre de la libération de biens locatifs et domaniaux.

Mais force est de constater que ce projet poursuit principalement une logique de densification et d'optimisation des surfaces puisque 150 personnes doivent intégrer la cité administrative, dont les agents de la trésorerie Avignon CH.

En effet, cette rénovation est revue à la baisse car les projets proposés par les entreprises prestataires sont trop chers. La rénovation énergétique est partielle puisque nombre de services ne bénéficieront pas de l'isolation de leurs parois opaques et que certains ouvrants ne seront pas remplacés.

Tous les agents DDFiP de la cité administrative d'Avignon seront installés aux bâtiments 1 et 2 de la cité, des accueils avec système de réservation étant situés au bâtiment 5. A l'heure actuelle, le personnel de la DDFiP est installé dans quatre bâtiments, certains partagés avec d'autres administrations. De plus, la cité rénovée devra accueillir les agents de la trésorerie d'Avignon CH.

Pour l'administration, chaque agent devrait disposer d'une surface de 12 m², ce qui paraît raisonnable si cette surface est calculée par bureau. Or, cette préconisation n'est pas toujours respectée puisque certains bureaux ne laissent qu'une superficie de sept mètres carrés par agent.

Il est également prévu de créer des petites salles de réunion, qui ne seront probablement pas ou très peu utilisées par les services. Elles sont souvent trop petites pour accueillir tous les agents d'un service. Elles peuvent également être partagées par plusieurs services ou ne pas avoir de fenêtres...

De plus, les concepteurs du projet prévoient de créer deux espaces de bureaux flex-office, c'est-à-dire de créer des espaces de travail dans lesquels les agents devront travailler sur des bureaux partagés.

Par ailleurs, ce projet de rénovation prévoit aussi, pour l'instant, la mise en place d'espaces de travail en open space, pour les brigades de vérifications départementales et la paierie départementale de Vaucluse. Dans de tels lieux, les collègues éprouveront des difficultés pour se concentrer sur leur travail compte tenu des nuisances sonores. De plus, ce type d'organisation des postes de travail est en contradiction avec les recommandations édictées actuellement par le gouvernement en matière de lutte contre la propagation du coronavirus.

Au surplus, la question du nombre de places de parkings disponibles pour les agents de la cité se pose puisqu'il n'est pas prévu d'en créer de nouvelles alors que de nouveaux collègues vont rejoindre la structure.

Nul n'est besoin d'être grand clerc pour comprendre le merveilleux effet d'aubaine que représente ce programme 348, pour la DDFiP 84, pour appliquer le NRP aux services de direction et aux services implantés dans la Cité administrative ! Qui peut nier que les conditions de travail des personnels de la DDFiP de Vaucluse vont être durement impactées par le programme de rénovation de la cité administrative d'Avignon?

Si ce projet de restructuration des locaux aboutit, il engagera les personnels dans une double impasse, soit des conditions de travail en présentiel calamiteuses, soit un télétravail massif et non choisi. Il est peu probable que les travaux de rénovation de la cité leur permettent de mieux exercer leurs missions.

Les collègues, un peu anciens en Vaucluse, savent que la cité administrative d'Avignon a déjà connu des phases de travaux de rénovation mais aucune n'avait cette ampleur et ces conséquences.

Ce projet marque clairement la fin du bureau individualisé ! FO-DGFiP 84 exige l'abandon de cette rénovation qui institue une diminution sensible de la surface/agent après travaux.

Notre syndicat n'a pas la prétention de détenir la vérité dans ce domaine comme dans les autres. Aussi il propose que les tous les personnels de la DDFIP 84 en poste à la Cité administrative d'Avignon puissent discuter largement de ce projet et de ses conséquences pour leurs conditions de travail, et décider des formes d'action à mettre en œuvre dans l'unité pour faire échec à ce projet.

**Non à cette rénovation low cost !
Un fonctionnaire, un poste de travail !
Abandon du programme 348 en Avignon!**